



**EXTRAIT**  
**du registre des Délibérations du Conseil Municipal**  
**séance du 10 décembre 2024**

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	42

**2024 - 243      RECENSEMENT DE LA POPULATION 2025**  
**REMUNERATION**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 3 décembre 2024, s'est réuni le mardi 10 décembre 2024 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Galla sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :

Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Murièle CHABERT, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Serge PERCHERON, Laurence COSTE, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Mekia Noura ADDAD, Stéphane CASSARINI, Bernard BRUNEAU, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

/

PART EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

ABSENTS EXCUSES :

Monsieur Ali AMRANE  
Monsieur Pascal PELLEGRINO

Madame Karine GIGODOT  
Madame Magali CONESA  
Madame Myriam LAZREUG

ABSENTS EXCUSES SANS PROCURATION :

Monsieur Alexandre GAIFFE  
Monsieur Patrick ISNARD

PROCURATION :

Monsieur Ali AMRANE à Monsieur François ROUSTAN  
Monsieur Pascal PELLEGRINO à Monsieur Philippe BONELLI  
Madame Karine GIGODOT à Madame Valérie COPIN  
Madame Magali CONESA à Monsieur Paul EUZIERE  
Madame Myriam LAZREUG à Monsieur Stéphane CASSARINI

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Valérie COPIN, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal de la séance du 5 novembre 2024.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Questions retirées à l'ordre du jour :

- 2024 - 215      PROJET DE LIAISON URBAINE ENTRE L'AVENUE ALPHONSE MOREL,  
LA TRAVERSE FONT LAUGIERE ET LE BOULEVARD GAMBETTA  
VIA LE PARC DE STATIONNEMENT LA ROQUE  
ACQUISITION DES LOTS N° 48 ET 56 DE LA COPROPRIETE « LA ROQUE »  
CADASTREE SECTION BI N° 25 SISE 5 RUE DE LA PORTE NEUVE**
- 2024 - 216      PROJET DE LIAISON URBAINE ENTRE L'AVENUE ALPHONSE MOREL,  
LA TRAVERSE FONT LAUGIERE ET LE BOULEVARD GAMBETTA  
VIA LE PARC DE STATIONNEMENT LA ROQUE  
VENTE APPARTEMENT EN REZ-DE-JARDIN DE LA COPROPRIETE  
CADASTREE SECTION BN N° 20 ET JARDIN ATTENANT  
CADASTRE SECTION BN N° 19 SIS 19 AVENUE GUY DE MAUPASSANT**
- 2024 - 230      MUSEE D'ART ET D'HISTOIRE DE PROVENCE  
VALIDATION DU PROJET SCIENTIFIQUE ET CULTUREL**
- 2024 - 238      ENERGIES RENOUVELABLES  
SOLARISATION DU PARC DE STATIONNEMENT JEAN GIRARD  
LANCEMENT D'UNE PROCEDURE DE CONCESSION DE TRAVAUX  
VALANT AUTORISATION D'OCCUPATION DOMANIALE**

**VILLE DE GRASSE  
CONSEIL MUNICIPAL**

**2024 - 243**

**DU 10 DECEMBRE 2024**

**RECENSEMENT DE LA POPULATION 2025  
REMUNERATION**

**RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT**

Depuis l'année 2004, dans les communes de 10 000 habitants ou plus, est organisée chaque année une enquête de recensement portant sur 8 % des adresses de la commune (sélectionnées par tirage au sort) En cinq ans, 40 % de la population aura ainsi été recensée. Il convient donc de délibérer chaque année sur l'organisation et la rémunération de ce recensement.

**INCIDENCE BUDGETAIRE**

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT
SERVICE ELECTORAL	DEPENSES	14 802 €
	RECETTES	9 542,50 €

Madame Mélanie ZARRILLO expose :

Vu le titre V de la loi 2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité, qui a procédé à une refonte des modalités d'organisation des opérations de recensement et substitue à une procédure générale de comptage, étendue à l'ensemble des communes du territoire, une méthode d'enquête annuelle élaborée à partir d'un échantillon représentatif.

Considérant que la période de recueil de l'information s'étendra du 16 janvier au 22 février 2025.

Considérant que la loi et ses décrets d'application prévoient un partage des tâches entre la commune, qui prépare et réalise l'enquête de recensement et l'INSEE, qui organise et contrôle la collecte des informations.

Considérant que les communes ont l'entière responsabilité du recrutement et de l'encadrement des agents recenseurs et des responsables municipaux de recensement, qui sont nommés par arrêté municipal et rémunérés par la commune.

Considérant que les communes recevront de l'Etat une dotation forfaitaire au titre de la préparation et de la réalisation de l'enquête de recensement. Cette dotation sera calculée en tenant compte du mode de collecte (exhaustif ou sur échantillon), du nombre d'habitants et du nombre de logements de la commune. Versée en mars de chaque année sur la ligne budgétaire des recettes, imputation 74 718 – 022 – 1011- 20902- RECENSEM, elle intégrera les charges sociales et l'évolution du point d'indice de rémunération de la fonction publique.

Considérant la convention n° EF-2025-06069 entre la Mairie de Grasse et l'Insee, fixant les conditions générales de préparation et d'exécution de l'enquête Familles 2025.

Considérant qu'en ce qui concerne la ville de Grasse, le montant de cette dotation a été fixé à 9 542,50 €.



Pour mener à bien les opérations de recensement que la loi met désormais à sa charge, la ville de Grasse procédera au recrutement de 9 agents recenseurs encadrés par 1 contrôleur et 1 suppléant. Compte tenu du faible nombre d'agents recrutés et dans le souci d'assurer la meilleure efficacité aux opérations de recrutement et d'optimiser les moyens mis en œuvre sur le plan matériel et financier, il a été décidé de faire appel à des fonctionnaires communaux. Ces agents seront nommés par arrêté municipal.

Considérant que chaque agent recenseur se verra rémunéré de la façon suivante :

- Une prime de mission forfaitaire de 950 € brut assortie d'un forfait essence de 400 € pour l'utilisation de véhicule personnel et forfait carburant, soit une rémunération totale de 1 350 € brut par personne, soit : 12 150 € pour les 9 agents.

Considérant que chaque agent recenseur réalisant l'enquête famille se verra rémunéré de la façon suivante :

- une prime forfaitaire de 1 € par logement concerné.

Considérant que l'agent contrôleur et son suppléant se verront dotés :

- D'une prime forfaitaire de 600 € brut par personne, soit 1 200 euros.

Considérant que l'agent correspondant RIL se verra doté :

- D'une prime forfaitaire de 800 euros brut.

Leur mission se fait pendant les heures de travail et en dehors de leur horaire classique, les soirs de semaine, le samedi, voire le dimanche. Le programme est le suivant :

- Mise à jour du répertoire d'immeuble localisé (RIL)
  - Vérification des adresses (permis de construire, adresses notifiées par la Poste)
  - Gestion des problèmes rencontrés par les agents recenseurs sur le terrain
  - Gestion des échanges avec l'INSEE (notifications de voies, changements d'adresse...)
  - Mise en place de la logistique du recensement rénové
  - Organisation de la campagne de recensement
  - Formation et suivi permanent des agents recenseurs
  - Traitement de la collecte (papier et suivi internet)
1. Les primes de mission forfaitaires de 11 202 € seront inscrites sur la ligne budgétaire des dépenses - Imputation 64118-022-1011-20907 – Chapitre 012.
  2. Les frais d'essence de 3 600 € seront inscrits sur la ligne budgétaire des dépenses - Imputation 6251-020-1011-20907- Chapitre 011.

Considérant que la dotation de l'Etat est insuffisante ;

Considérant que l'étendue du territoire de Grasse et le travail important des agents du recensement pour couvrir les 2 095 logements à recenser sur une période de 6 semaines à compter de la tournée de reconnaissance, je vous demande cette année que la ville de Grasse prenne en charge la différence, soit 5 259,50 € euros pour l'ensemble des agents.

Les commissions « Optimisation et performance des moyens et ressources », « Equipement et aménagement du cadre de vie », « Vivre ensemble » et « Qualité de vie » ayant été saisies de ce dossier dans leur séance respective du 19 novembre 2024,

Je vous demande de bien vouloir :

- **APPROUVER** le mode de rémunération des agents recenseurs.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le **12 DEC. 2024**  
suivent les signatures  
**POUR EXTRAIT CONFORME**  
Le Maire,



La Secrétaire de séance  
Valérie COPIN, Première Adjointe



Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le **12 DEC. 2024**